

Délibération n° 2017-04-06/10

**Objet : Provision pour risque : recours en responsabilité auprès du Tribunal Administratif
Commune de Pérols / Centre Départemental de Gestion de l'Hérault**

**DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL
VILLE DE PEROLS
CONSEIL MUNICIPAL DU 6 AVRIL 2017**

L'an deux mille dix-sept, le six avril,

Le Conseil municipal de la commune de Pérols (Hérault), régulièrement convoqué le 31 mars 2017, s'est réuni dans la salle Gilbert Marchal ;

Présents : J.P Rico, Maire

Mesdames et Messieurs : M. Marcou - B. Conte Arranz - F. Bertouy - X. Mirault - C. Pistre - M. Pellet - J.M Malek - P. Nivesse - O. Boudet - B. Rodriguez - S. Riscal - A. Conesa - F. Boyer - J.M Leiendeckers B. Deltour - G. Della Ragione - A. Estève - C. Prost - A. Jamet - B. Lledo - I. Gianiel

Absents représentés : J. Taverne excusée pouvoir à X. Mirault - C. Moreteau excusée pouvoir B. Rodriguez - G. Riguidel excusé pouvoir à B. Conte Arranz - M. Litton excusé pouvoir à J.M Malek - R. Casas Mateu excusé pouvoir à F. Bertouy- C. Germain excusée pouvoir à C. Prost - S. Waselynck excusé pouvoir à A. Jamet.

Monsieur Marc Pellet, adjoint délégué aux finances et à la commande publique, rapporte :

Conformément à l'application de l'article L.2321-2 du CGCT, la constitution d'une provision est l'une des applications comptables du principe de prudence : la prévision d'un risque qui, s'il se réalise, entraînera une charge, oblige à constituer sans délai une réserve financière, celle-ci sera ainsi supportée par le résultat de l'exercice comptable au cours duquel le risque est apparu.

La réserve sera reprise lors de la réalisation du risque pour y faire face.

Si ce risque s'avère inexistant, la reprise générera un gain exceptionnel pour l'exercice au cours duquel le risque aura disparu. Le régime de droit commun est celui des provisions semi-budgétaires, qui n'impactent que la section de fonctionnement.

La Collectivité a versé au Centre Départemental de Gestion de l'Hérault (CDG 34) les salaires d'un ex-employé de la Commune, remis à disposition du CDG en 2010 (article 97 bis de la loi du 26 janvier 1984).

La prise en charge annuelle est de 42 500,00 € environ. La Commune de Pérols a demandé l'assistance de Maître CALLENS, avocat, sis 1 place Alexandre Laissac à Montpellier (34000), pour déposer un recours en responsabilité auprès du Tribunal Administratif en date du 13 novembre 2015,

afin que soit stoppée la prise en charge par la Commune des salaires de M. Schweitzer, pour lequel la Collectivité a rempli ses obligations en matière de proposition de poste,

Il est donc proposé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ✦ autoriser le Maire à constituer une provision pour risques et charges exceptionnelles, semi-budgétaire, de 42 500,00 € pour l'exercice 2017, pour le règlement de la prise en charge des salaires de M. Schweitzer,
- ✦ dire que ce montant pourrait être complété ultérieurement en fonction de l'évolution du dossier,
- ✦ prévoir la dépense de cette provision au compte 6815 du budget de la Commune.
- ✦ dire que la délibération sera publiée au recueil des actes administratifs mentionné à l'article R.2121-10 du code général des collectivités territoriales.

Après en avoir délibéré, à l'issue d'un vote à main levée, le Conseil municipal adopte la présente délibération à l'unanimité.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Fait à Pérols,
pour extrait conforme le 6 avril 2017
Le Maire
Jean-Pierre RICO

